Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Les-syndicats-des-salaries-du-site-Bosch-Tous-Ensemble

Les syndicats des salariés du site Bosch : Tous Ensemble !

- Vie politique -

Date de mise en ligne : lundi 7 mars 2016

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Ce 1er mars, à la salle Albert Rivat de la maison du peuple, l'Union Locale CGT organisait une rencontre des syndicats du site Bosch dans un débat sur la place de l'industrie, et l'emploi. Le secrétaire de l'union locale introduisait la discussion par un état des lieux des emplois menacés et des actions de défense de l'emploi menées sur différents sites, et notait que souvent, la lutte elle-même posait la question de l'intervention politique.

Après un premier échange, et une présentation des données économiques des sites Bosch par le cabinet d'expert, la discussion s'est poursuivi et je suis intervenu reprenant la remarque sur le rôle du politique dans la bataille pour l'emploi et l'industrie.

Copyright © Le Vénissian



Rencontre syndicats du site Bosch

Car si l'intervention politique est nécessaire, ce n'est pas parcequ'un ministre aurait les clés du système économique, et pourrait remettre en cause les décisions des grandes multinationales. Imaginez Macron qui appellerait le patron de Bosch, quelque soit la qualité des propositions pour le site, on ne voit pas comment il pourrait le convaincre. De toute façon le patron de Bosch est le mieux placé pour décider en fonction de son intérêt. Il n'y a pas d'alternative. Seul un rapport de forces peut imposer des décisions en faveur du site et des salariés, décisions qui ne peuvent pas être celles qui intéressent les actionnaires du groupe.

Mais justement, créer un tel rapport de forces oblige à aborder des questions politiques.

La première concerne le temps de travail. Car le développement des sciences et des techniques nous place devant la possibilité historique d'une réduction massive du temps de travail. Il y a 50 ans, on se battait pour les 35h, or depuis, la productivité du travail a été multipliée par presque 10. Il est donc possible de revendiquer la semaine de 28h sur 4jours. Bien sûr, le capitalisme ne peut pas le permettre, car il a besoin du chômage pour organiser la concurrence et imposer sa domination, et il lui est insupportable d'imaginer que les salariés passent le plus clair de leur temps à faire ce qu'ils veulent. Mais ce doit être une revendication centrale autour des questions de l'emploi.

La deuxième concerne la mondialisation, que tous les ouvriers des sites restructurés connaissent parfaitement. Le débat entre "ouverture au monde" et "protectionnisme" est actuellement totalement perverti. La gauche est devenue toute entière "mondialiste" et au mieux avec le PCF, explique au monde du travail que la solution viendra de "l'Europe sociale". Et le FN associe tout protectionnisme à la division du monde du travail entre Français et Immigrés, et tout le monde sait que la boite de pandore de l'identité et du racisme se cache derrière les sourires polis bleu marine..

Il faut donc faire grandir une revendication progressiste pour une souveraineté populaire qui refuse la "concurrence libre et non faussée" et imposent des règles de coopération mutuellement avantageuse entre états. Autrement dit, il faut remettre des règles, imposer le rôle de l'état dans les négociations économiques, et donc lui donner les moyens de ce contrôle par la nationalisation du système bancaire et financier. Cela oblige à rompre avec les règles européennes, rompre avec la domination monétaire de l'Euro, et donc accepter que si l'Allemagne refuse ces

Copyright © Le Vénissian

nouvelles règles, il ne faut pas hésiter à en sortir !

La troisième concerne le rôle respectif de la bourgeoisie et du monde du travail. Le capitalisme est par nature violent, injuste et instable.mais pendant des siècles, il a dans le sang et la sueur bouleversé les sociétés humaines, développé les forces productives et permis une élévation fantastique des conditions de vie. Pendant des siècles il a u le faire en réglant ses crises par les guerres, et en étendant sa domination par la colonisation, trouvant sans cesse de nouveaux marchés. A chaque cycle de croissance succédait une crise résolue par une destruction massive et une nouvelle extension de l'impérialisme.

Ce rôle historique du capitalisme semble être derrière nous. La totalité de la terre est sous son contrôle et la concurrence entre impérialisme ne se règle que par le repartage permanent du monde. Et dans ce jeu, le XXième siècle a construit 200 pays indépendants dont plusieurs se réclament encore du socialisme. Or, le capitalisme a besoin de détruire pour se relancer et relancer sa domination. C'est le sens profond des guerres du Moyen orient autour de la domination des marchés de l'énergie.

Qui peut espérer que les grandes bourgeoisies qui dirigent les multinationales se mettent à proposer un nouveau compromis social laissant la place à un progrès social pour le monde du travail ? Plus personne. Nous sommes arrivés à une situation de domination des 0,1% qui est de même niveau que celle des princes et des rois du Moyen-Age, avant le début du capitalisme. Autrement dit, on ne peut rien attendre de la bourgeoisie, et tant qu'on lui laisse le pouvoir économique, elle aggravera les inégalités !

La classe ouvrière peut-elle devenir une classe sociale dirigeante comme l'annonçait Marx ? C'est la question centrale posée par toutes les grandes luttes pour la défense d'un site industriel. FRALIB et PILPA ont montré que les travailleurs pouvaient prendre en main une usine. Quand les travailleurs de LIP il y a 50 ans déclarait "ici on décide, on travaille et on se paie", ils le faisaient à contre courant de la société réelle. Mais aujourd'hui, c'est devenu la question centrale de l'affrontement de classe. La terrible histoire de la sidérurgie, laissé à un oligarque indien qui la dépèce aujourd'hui est illustrative. La bourgeoisie ira au bout de la destruction, de la désindustrialisation, quitte à faire régresser l'humanité toute entière, et le développement est aujourd'hui entièrement dépendant des états du Sud qui ont encore un politique économique nationale.

Face à un capitalisme destructeur, nous devons porter la revendication de diriger nous-même l'économie...Le pouvoir au peuple, ça commence par le pouvoir aux travailleurs dans l'entreprise !

Copyright © Le Vénissian